

LA C.G.T., COLONIE SOVIÉTIQUE...

LA CONQUÊTE DES SYNDICATS

On ne nourrit pas indéfiniment un peuple de 150 millions d'habitants avec des promesses et des sophismes; il lui faut des aliments plus substantiels, plus consistants, et il devenait indispensable à la Russie soviétique, pour se les procurer, de reprendre la place qu'elle occupait avant la guerre dans le grand concert des nations européennes, et de renouer sur une vaste échelle les relations économiques et commerciales interrompues depuis la Révolution.

La *Nouvelle Politique Economique (N.E.P.)*, en rétablissant le commerce privé, avait bien quelque peu amélioré la situation, et les «*pèlerinages*», savamment entretenus, versaient au cœur des foules malheureuses un renouveau d'espérance. Mais cela ne suffisait pas pour maintenir longtemps le calme dans une population anémiée par trois années de guerre et six années de révolution et de famine.

Pourtant, les nations capitalistes ne manifestaient aucun empressement à renouer les relations diplomatiques, politiques et économiques avec un État dont les représentants les plus autorisés affirmaient que toute concession à la bourgeoisie avait un caractère provisoire, stratégique, et faisait partie d'un plan d'ensemble destiné à mieux l'écraser dans l'avenir. En raison même de sa politique intérieure, le gouvernement bolcheviste, prisonnier de son idéologie révolutionnaire, ne pouvait tenir un autre langage, et avouer au peuple qu'il se trouvait, en 1922, contraint de repartir de plus bas qu'il ne l'avait fait en 1917, après avoir renversé Kerensky. Il lui fallait donc créer un courant international favorable et, par la force et l'autorité des masses, obliger la bourgeoisie mondiale à abandonner sa position hostile.

Il est du reste curieux de remarquer que, sur le plan extérieur, le gouvernement bolcheviste n'a jamais utilisé la puissance prolétarienne que pour se rapprocher de la bourgeoisie et du capital.

Mais, petit à petit, malgré les mensonges colportés par les commis-voyageurs du paradis communiste, les échos véridiques de la vie russe transparaissent au delà des frontières, et les couches laborieuses, loin d'approuver le régime soviétique, s'élevaient contre les crimes dont il se rendait coupable.

Les «*pèlerins*» n'étaient pas tous ou vendus ou aveugles et, si peu que ce soit, disaient ce qu'ils avaient vu ou entendu. La première tâche consistait donc, pour les dirigeants russes, à discréditer, et au besoin à dissoudre et détruire tout ce qui manifestait dans la classe ouvrière internationale une méfiance avouée, politique ou sociale, à la dictature du prolétariat. Ce fut l'époque où le vocabulaire communiste s'enrichit de qualificatifs injurieux à l'adresse de militants même dont tout le passé n'était qu'un long dévouement à la cause du prolétariat.

On se servit pour cette longue besogne de désagrégation d'une des filiales officieuses du *Parti communiste russe*: l'*Internationale syndicale rouge* (I.S.R.), représentée en France par la *Confédération générale du travail unitaire* (C.G.T.U.).

Pour la clarté de notre étude, il nous faut jeter un regard sur le passé du mouvement syndical français.

Ceux qui ne connaissent le mouvement syndical - et c'est la grande majorité - que par les brefs communiqués de la grande presse quotidienne, publiés à l'occasion d'incidents souvent sans importance, fondent dans un même creuset tous les travailleurs groupés dans les organisations corporatives que l'on qualifie de «*gauche*».

A première vue, il paraissait surprenant, en effet, que le syndicalisme fût divisé en plusieurs tronçons, alors qu'il n'eût dû, logiquement, être composé que des branches d'un même arbre, nourries de la même sève. Il en eût été ainsi, en effet, si le syndicalisme ne se fût préoccupé que d'intérêts corporatifs, autour desquels viennent se greffer tous les autres problèmes de caractère social.

Hélas ! pour des raisons que nous allons exposer le plus brièvement possible, les questions d'ordre politique franchirent les barrières d'une indépendance salutaire à l'évolution du mouvement ouvrier français qui, depuis 1921, dut défendre ses organismes contre l'envahissement d'éléments directement inspirés par le gouvernement de Moscou.

La scission des forces ouvrières françaises avait été consommée virtuellement en 1921 au Congrès confédéral de Lille, une minorité imposante reprochant au bureau en exercice son réformisme et la collaboration des classes vers laquelle il cherchait à entraîner tout le mouvement syndical, après l'avoir associé, à son corps défendant, pendant la guerre, à la politique d'union sacrée. En quittant la C.G.T., cette minorité édifia un nouvel organisme dont le but initial était de redresser les erreurs et les déviations d'une association à laquelle elle faisait grief d'avoir abandonné les vieilles traditions révolutionnaires d'avant guerre. Les cadres de la nouvelle institution, qui prit le nom de *Confédération générale du travail unitaire*, furent bien vite constitués, et les adhérents affluèrent avec une telle rapidité et un tel enthousiasme que l'on fut tenté de croire, quelques semaines seulement après sa création, que le nouvel organisme allait attirer la grande majorité des ouvriers organisés de France, et réduire à l'impuissance l'ancienne C.G.T., dirigée par M. Jouhaux.

Le bureau provisoire de la nouvelle C.G.T. unitaire, ainsi que la majorité de sa commission administrative, étaient composés de militants «*fédéralistes*», c'est-à-dire inspirés du syndicalisme révolutionnaire et apolitique de Pelloutier. Mais, Moscou veillait et se rendit immédiatement compte de l'importance que présentait pour sa politique extérieure une organisation ouvrière dont elle dirigerait et contrôlerait l'action. Il fallait, pour obtenir ce résultat, que le nouveau mouvement échappât à l'influence des militants qui voulaient rendre au syndicalisme, avec sa raison même d'exister, son indépendance historique. Les dirigeants de la jeune C.G.T.U. s'aperçurent, au lendemain de la scission, que la plupart de ceux qui s'étaient groupés derrière le drapeau de l'indépendance syndicale, et avaient dépensé la plus fertile activité pour pousser au démembrement de la vieille C.G.T., étaient moins soucieux de syndicalisme tout court que de syndicalisme soviétique.

En effet, en 1922, au Congrès de Saint-Étienne qui devait consacrer définitivement la nouvelle confédération du travail, par les habiles manœuvres d'agents soviétiques qui avaient eu la prudence de ne pas se découvrir avant l'heure prévue, le bureau syndicaliste fut renversé après l'intervention de M. Lozowsky, chef des syndicats russes et secrétaire de l'*Internationale syndicale rouge*, dont la présence était ignorée des secrétaires confédéraux, et qui apparut en coup de théâtre à la tribune du Congrès. Un nouveau bureau fut formé, composé de personnalités ne cachant plus leurs sympathies pour le gouvernement des Soviets. C'était le prélude d'une victoire qui n'allait pas tarder à se transformer en véritable triomphe.

Un nouveau schisme naquit. Les fractions saines du mouvement, dans une tentative désespérée pour limiter le désastre, s'organisèrent en «*Comité de défense syndicaliste*». Mais, écartés des leviers de commande, sans ressources matérielles, ils furent écrasés dans la lutte qu'ils menèrent courageusement jusqu'à l'extrême limite de leurs possibilités. Ils abandonnèrent finalement la C. G. T. U., laissant aux nouveaux chefs le terrain libre pour préparer la trahison. On leur reprocha cet abandon. Pourtant, s'ils n'étaient pas partis librement, on les eût chassés, et le résultat eût été identique.

Les nouveaux dirigeants de la C.G.T.U. avaient reçu mandat du Congrès de Saint-Étienne de se rendre en observateurs à Moscou, au second congrès de l'*Internationale syndicale rouge*, et d'en rapporter leurs impressions. Mais, les dictateurs en herbe étaient, plus qu'ils ne l'avouaient, impatients de placer leur jeune organisation sous la tutelle du bolchevisme. Bien avant les assises moscovites, on n'ignorait pas dans les cercles syndicaux que l'adhésion du groupement français à l'*Internationale syndicale rouge* était virtuellement acquise dans son esprit sinon dans sa lettre. Il ne s'agissait plus que d'une question administrative à régler entre les bureaux et de la faire entériner par le prochain Congrès national de la C.G.T.U.

Cette subordination du mouvement syndical français au gouvernement russe, par l'intermédiaire de l'I.S.R., - organisme qui, à l'époque, n'avait pas encore travaillé la France, - était accueillie plutôt fraîchement par les leaders du *Parti communiste français*, inquiets de l'éclosion spontanée d'une pléiade de militants susceptibles de contrecarrer leurs projets et leurs ambitions, et même de contrôler, d'espionner leur activité. Aussi bien, dans le train qui nous menait de Riga à Moscou, en novembre 1922, M. Marcel Cachin nous avouait : «*Vous, syndicalistes, vous êtes encore libres, - la plupart d'entre vous n'appartenant pas au Parti, - et vous pouvez ne pas vous soumettre aveuglément aux directives, souvent incompréhensibles, de nos camarades russes. Conservez votre indépendance; essayez de desserrer les liens qui nous immobilisent, et ne donnez votre adhésion que sous certaines réserves et dans des conditions bien déterminées. En ce qui nous concerne, au Parti, nous ne pouvons plus rien faire, car, ici (en Russie), ils envisagent tous les problèmes politiques et sociaux sous un angle spécifiquement national russe*».

Conseils bien inutiles! Le travail de sape avait été singulièrement bien organisé, et, malgré la faible résistance in extremis de quelques militants scrupuleux, la C.G.T.U. se livra corps et âme à Moscou. Ainsi le gouvernement russe put disposer en France d'une armée ouvrière de plus de trois cent mille hommes dont toute l'activité fut dirigée, directement ou indirectement, par l'*Internationale syndicale rouge*, c'est-à-dire, en fait, par l'*Internationale communiste — Parti communiste russe — Politbureau — gouvernement bolcheviste = Staline*.

Les «*pèlerinages*» s'intensifièrent. Chaque ouvrier qui revenait de Russie, et qui puisait sa documentation dans les officines officielles, - il n'en existe pas d'autres en Russie, - devenait un agent conscient ou inconscient du gouvernement russe. Ainsi se formèrent des noyaux de plus en plus nombreux qui, petit à petit, par une propagande opiniâtre et continue, sacrifièrent toute l'action syndicale française aux nécessités intérieures de la Russie. Pour des questions essentiellement politiques, on jeta, le plus souvent inutilement et arbitrairement, dans la bataille sociale, en vue de faire pression sur les autorités, cette masse de manœuvre que constituaient les travailleurs groupés dans la C.G.T.U.

Aucune opposition ne pouvait se manifester contre l'agitation démagogique et criminelle d'un organisme disposant de possibilités financières énormes. De plus, subjugués par le souvenir de la *Révolution d'Octobre*, les travailleurs sanctionnaient sans discussion les «*erreurs*» qu'on leur faisait commettre, et exécutaient sans l'ombre d'une protestation les mots d'ordre lancés par des chefs de file asservis aux dirigeants bolchevistes.

Échappant intérieurement à toute critique, en vertu même de cette dictature du prolétariat sur laquelle repose tout le régime; soutenu extérieurement par des agents serviles spéculant sur l'ignorance et la sensibilité de la classe ouvrière, le gouvernement des Soviets réussit, dans l'esprit des masses, à s'incorporer à la Révolution, à faire bloc avec elle, à en paraître l'émanation et l'expression les plus légitimes. Quiconque osait s'attaquer à la clique dirigeante, et critiquer ses faiblesses ou ses fautes, ses trahisons ou ses crimes, était accusé de combattre la *Révolution*.

Il serait fastidieux d'analyser les responsabilités de Moscou dans les échecs successifs essuyés par le prolétariat mondial. Celui-ci ne sut et ne put résister aux assauts de la réaction, divisé, affaibli et rongé qu'il était par le chancre bolcheviste. Il est écrasé aujourd'hui sous le poids du fascisme dans les trois quarts de l'Europe. Mais, ce qui ne peut échapper à quiconque sait voir et entendre, c'est que la Russie des Soviets, décidée à reprendre sa place, par tous les moyens, autour du tapis vert de la diplomatie, jeta dans la balance, pour des buts essentiellement nationaux russes, toutes les forces ouvrières internationales dont elle disposait, et que les chefs des différents organismes dirigés de Moscou se firent les valets d'une dépendance sans précédent dans l'histoire prolétarienne du monde.

On se souvient encore de la pression exercée sur le gouvernement français durant la guerre marocaine, en jetant dans la bagarre les troupes ouvrières auxquelles on présentait Abd-el-Krim comme le *Messie des peuples opprimés de l'Afrique du Nord*. Mêmes manœuvres en faveur du maréchal Tchang Kaï Chek, «*libérateur des peuples asiatiques*». M. Staline se moquait bien des Marocains et des Chinois. Ce qu'il lui fallait, c'était entretenir l'agitation, arme admirable de chantage. Puis, le vent changeant de direction, Abd-el-Krim n'était plus qu'un traître, et Tchang Kaï Chek un vendu à la bourgeoisie. Le prolétariat français tournait comme une girouette, sans soupçonner les causes de ces variations, habilement dissimulées dans la plus écœurante démagogie.

Ce qu'il y a de remarquable dans la tactique bolcheviste, c'est qu'elle consiste à entraîner derrière le Parti les éléments les plus réfractaires au communisme autoritaire de M. Staline, et que, dans la plupart des cas, le but visé est atteint. Ce sont les ennemis les plus irréductibles du bolchevisme qui décernent au *Parti communiste*, à leur corps défendant, un certificat de sincérité.

Prenons pour exemple la guerre marocaine. Les bolchevistes français ne furent pas les seuls à s'opposer à cette expédition. Les syndicalistes de la C.G.T. et le mouvement libertaire prirent eux aussi position dans le conflit, mais à visage découvert, simplement par horreur de la guerre, par opposition aux conquêtes coloniales, et sans aucune considération de politique extérieure. Or, chaque fois que le *Parti communiste* organisait une manifestation, les mouvements syndical et libertaire engageaient leurs troupes à se ranger derrière le drapeau bolcheviste. Mais, lorsque ceux-ci, à leur tour, élevaient une protestation publique, ils étaient accusés par les organes stalinien d'être des agents provocateurs, et de faire le jeu de la réaction en divisant les forces ouvrières.

Cependant, malgré ces attaques injustes et hypocrites, les opposants au communisme russe conti-

nuaient à prêter leur concours aux agents soviétiques, permettant à ceux-ci de monopoliser toute l'action de la classe ouvrière française.

Il en fut ainsi, et il en est toujours ainsi dans tous les domaines de l'activité prolétarienne. La tactique n'a pas changé, bien que les éléments et les causes de lutte soient différents. Nous n'avons pas l'intention d'aborder dans cet ouvrage le problème espagnol. Peut-être sera-t-il permis d'écrire ultérieurement l'histoire de cette révolution, et de dénoncer par quelle ignoble spéculation le bolchevisme, qui n'avait pas droit de cité dans la péninsule ibérique avant 1936, arriva par des manœuvres inqualifiables à accaparer la plupart des leviers de commande de la République.

Ne nous égarons pas et reprenons l'étude des agissements communistes, pour essayer de jeter un peu de lumière dans la nuit bolcheviste. Toute la politique syndicale de ces quinze dernières années a été nourrie de contradictions. Si celles-ci ne frappèrent pas l'esprit de la classe ouvrière française, c'est que la faculté d'oubli de l'animal humain dépasse l'imagination.

Après avoir condamné la S.D.N. comme un organisme bourgeois destiné à servir les intérêts du capitalisme international; après avoir couvert d'injures les militants de la C.G.T. qui participaient au *Bureau international du travail* de Genève, les dirigeants de la C.G.T.U. communiste changèrent leur fusil d'épaule le jour où M. Litvinov fit son entrée au palais de la Paix. Adversaires acharnés du traité de Versailles, les bolchevistes devinrent ses plus farouches défenseurs lorsque, M. Hitler ayant refusé la main que lui tendait M. Staline, Moscou se déclara partisan du statu quo. La presse bolcheviste française, largement arrosée, sans une explication, avec une impudence machiavélique, exécutait les ordres, empoisonnant de contre-vérités l'atmosphère politique et sociale, et détournant le mouvement syndical de ses vrais buts.

Cette agitation perpétuelle se traduisait par d'appréciables résultats. Lentement, mais sûrement, la Russie reprenait sa place dans le monde et organisait ses victoires. Le mensonge écrasait la vérité.

Tant que la lutte entre les diverses fractions du mouvement ouvrier emprunta un caractère d'apparence idéologique, les partisans de la démocratie syndicale purent imaginer qu'ils arracheraient la classe ouvrière à l'obscurité dans laquelle on l'avait plongée, et qu'ils sortiraient malgré tout victorieux de la bataille engagée. Comme le bouc de la fable, ils ne voyaient pas plus loin que leur nez. Ils ne réalisaient pas que la stratégie bolcheviste, minutieusement mise au point et étudiée par les techniciens du gouvernement des Soviets, n'avait que faire de victoires morales, philosophiques ou idéologiques. Plus positifs, ce que désiraient ceux-ci, c'était assurer leur influence absolue, sans réserves, sur la classe ouvrière afin de l'utiliser à des fins nationales russes, en temps opportun et en cas de nécessité.

Nous allons voir que les espérances des dirigeants russes n'étaient pas vaines.

Jules CHAZOFF.
